

**ÉVALUATION PÉRIODIQUE DES INTERVENTIONS DU
SYNDICAT DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS DU
SUD-OUEST DU QUÉBEC

DANS LA MISE EN MARCHÉ DU PRODUIT VISÉ PAR
LE PLAN CONJOINT DES PRODUCTEURS
FORESTIERS DU SUD-OUEST DU QUÉBEC**

Le 18 novembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

1.	L'OBJET	4
2.	LA SÉANCE PUBLIQUE	4
3.	LES PARTICIPANTS	5
4.	LA PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE	6
4.1	SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIE DES PRODUITS FORESTIERS	6
4.2	PORTRAIT DE LA MISE EN MARCHÉ	7
4.3	DISCUSSIONS ET COMMENTAIRES	7
5.	LA PRÉSENTATION DU SYNDICAT	8
6.	QUESTIONS ET COMMENTAIRES	9
7.	ANALYSE	11
8.	RECOMMANDATIONS À LA RÉGIE... ..	12

TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution de la mise en marché de 2005 à 2010 (en m ³)	8
Tableau 2 : Budget d'opération 2005-2010 – Section Plan Conjoint	9

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

FSC	Forest Stewardship Council
MDF	Medium Density Fibreboard <i>(Panneau de fibres à densité moyenne)</i>
MRC	Municipalité régionale de Comté
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
OSB	Oriented Strand Board <i>(Panneau de grandes particules orientées)</i>
PIB	Produit intérieur brut
Régie	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
RISI	Resource Information System inc.

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

1. L'OBJET

L'article 62 de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*¹ (la Loi) prévoit que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (la Régie) doit procéder à une évaluation périodique des interventions d'un office dans la mise en marché du produit visé par le plan conjoint qu'il administre.

En effet, cet article précise que :

62. À la demande de la Régie et au plus tard à tous les cinq ans, chaque office établit devant la Régie ou devant les personnes qu'elle désigne pour lui faire rapport, que le plan et les règlements qu'il édicte servent les intérêts de l'ensemble des producteurs et favorisent une mise en marché efficace et ordonnée du produit visé.

La Régie donne alors aux personnes intéressées à la mise en marché du produit visé l'occasion de présenter leurs observations sur l'application du plan et des règlements concernés.

Conformément à cette obligation qui lui est faite, la Régie a désigné M. Gilles McDuff, Mme Louise Cobetto et M. Pierre Côté pour lui faire rapport quant à l'évaluation des interventions du Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec (Syndicat) dans la mise en marché du produit visé par le *Plan conjoint des producteurs forestiers du Sud-Ouest du Québec* qu'il est chargé d'administrer. Il s'agit de la première évaluation périodique de ce Syndicat depuis la fusion, en 2005, du Syndicat des producteurs de bois Outaouais-Laurentides avec le Syndicat des producteurs de bois de la région de Montréal et de la fusion des plans conjoints qu'ils administraient.

2. LA SÉANCE PUBLIQUE

Le Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) ainsi que d'autres intervenants concernés ont été invités le 10 août 2011, par lettre de la Régie, à participer à la séance publique. De plus, un avis public est paru dans l'édition du 25 août 2011 de l'hebdomadaire *La Terre de chez nous*, invitant les personnes intéressées à participer à la séance publique du 14 septembre 2011 à St-Jérôme.

Les objectifs visés par la Régie et communiqués dans la lettre d'invitation sont les suivants :

- ❖ prendre connaissance de la situation actuelle du secteur;
- ❖ évaluer la pertinence et les résultats des interventions du Syndicat dans la mise en marché du produit visé, à l'aide notamment d'indicateurs;
- ❖ identifier les cibles stratégiques et les priorités des prochaines années qui permettent d'optimiser les résultats des interventions du Syndicat dans la mise en marché du produit visé.

Le MRNF a présenté une monographie du secteur. Le Syndicat a déposé et présenté son rapport d'intervention dans la mise en marché depuis sa création en 2005 ainsi que les résultats obtenus. Les intervenants présents ont été invités à soumettre leurs commentaires et

¹ L.R.Q., c. M-35.1.

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

observations après chacune des présentations. Les documents déposés lors de la séance sont disponibles à la Régie pour les intéressés.

Le présent rapport d'évaluation périodique expose une synthèse des présentations, des commentaires et des observations. Il présente l'analyse et les recommandations des personnes désignées par la Régie pour recevoir les observations et lui faire rapport.

3. LES PARTICIPANTS**❖ Les personnes désignées par la Régie :**

Monsieur Gilles McDuff, président de la séance et vice-président de la Régie²
Madame Louise Cobetto, régisseur de la Régie
Monsieur Pierre Côté, ingénieur forestier consultant
Madame Évelyn Martel, conseillère économique à la Régie, agit comme secrétaire de séance

Les personnes et organismes présents lors de la séance sont :

❖ Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec :

Monsieur André Saulnier, président
Monsieur Mario Lanthier, directeur général
Monsieur Ronald Lapierre, administrateur

❖ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune :

Monsieur Paul Labbé, ingénieur forestier, Direction des stocks ligneux

❖ Fédération des producteurs de bois du Québec :

Monsieur Marc-André Côté, directeur général

❖ Industrie forestière :

Monsieur Gilles Couturier, Directeur approvisionnement en fibres, Fortress Cellulose Spécialisée inc.
Monsieur Luc Desroches, Directeur des approvisionnements, Groupe Crête div. St-Faustin, Jean Riopel inc.

❖ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec :

Monsieur Pierre Dumoulin, analyste en mise en marché.

² M. Gilles McDuff a quitté la Régie le 10 octobre 2011.

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

4. LA PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE

M. Paul Labbé, ingénieur forestier, dépose et présente le document intitulé : « *Contexte de l'industrie et portrait de la mise en marché des bois des forêts privées du Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec* ».

Les personnes désignées par la Régie retiennent les faits saillants suivants :

4.1 Situation et perspectives de l'industrie des produits forestiers

- ❖ Le taux de variation du produit intérieur brut canadien (PIB), de négatif (- 2,5%) qu'il était en 2009, s'est rétabli significativement en 2010 et atteindra, vers 2013, (3,5%) selon *Resource Information Systems inc. (RISI)*, une valeur légèrement supérieure à celle de 2004 qui était de 3,1%;
- ❖ RISI prévoit que le taux de change \$ US/\$ CAN se maintiendra aux alentours de la parité jusqu'en 2015;
- ❖ Les mises en chantier et la consommation de bois d'œuvre résineux en Amérique du Nord, après avoir chuté de manière draconienne entre 2005 et 2009, ont augmenté légèrement en 2010. Bien que RISI prévoit une augmentation plus marquée d'ici 2015, ces valeurs seront de loin inférieures à celles du sommet enregistré en 2005;
- ❖ Bien que les perspectives de consommation américaine de bois d'œuvre résineux soient en hausse, RISI prévoit que la part des volumes en provenance du Canada pourrait diminuer d'environ 50 % d'ici 2015;
- ❖ Le prix des panneaux particules et des panneaux de MDF exprimé en \$ US/m³ continuera d'augmenter à la suite d'une meilleure gestion de l'offre par rapport à la demande;
- ❖ La consommation domestique américaine de panneaux OSB et les exportations du Canada devraient revenir aux valeurs de 2006 d'ici 2015. L'utilisation du panneau OSB est en forte augmentation par rapport à celle du contreplaqué;
- ❖ Le secteur du papier journal est en déclin en Amérique du Nord, mais en croissance ailleurs dans le monde. Le papier journal est un produit à maturité dans son cycle de vie. Cette situation relève d'un problème structurel plutôt que conjoncturel;
- ❖ RISI prévoit que la demande américaine pour des papiers d'impression et d'écriture va continuer de diminuer, mais légèrement, entre 2010 et 2015;
- ❖ Plus de 75 % de la production canadienne de ces papiers est destinée au marché américain, ce qui implique une forte dépendance envers ce marché.

4.2 Portrait de la mise en marché – Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec

- ❖ 81 % des bois résineux livrés aux usines situées sur le territoire du Syndicat en provenance de forêts privées du Québec provient du Syndicat;
- ❖ Ce pourcentage se situe à 52 % pour les feuillus durs et 63 % pour les peupliers;
- ❖ 67 % des bois résineux provenant du territoire du Syndicat est destiné aux usines situées sur son territoire;
- ❖ Ce pourcentage se situe à 54 % pour les feuillus durs et 19 % pour les peupliers;
- ❖ Entre 2005 et 2009, la consommation de bois ronds (toutes essences) en provenance du Syndicat a régressé :
 - de 79 % pour les bois destinés aux pâtes et papiers;
 - de 63 % pour ceux destinés au sciage et;
 - de 85 % pour ceux destinés aux panneaux.
- ❖ Globalement, la consommation de bois ronds (toutes essences), en provenance du Syndicat et destinés aux pâtes et papiers, au sciage et aux panneaux, a diminué de 73 % entre 2005 et 2009, alors que la baisse était de 52 % pour l'ensemble des syndicats et offices de la province.

4.3 Discussions et commentaires

Concernant les surplus de copeaux anticipés dus à la fermeture de nombreuses usines de pâtes et papiers et à certaines problématiques régionales générant des volumes de bois de faible dimension, M. Labbé mentionne que le MRNF travaille de concert avec les partenaires à l'identification d'usages alternatifs. Il mentionne notamment la pyrolyse, la fabrication de granules, le remplacement de l'utilisation massive de carburant par la biomasse dans l'industrie minière, ainsi que la fabrication de biocarburant.

M. Lanthier, du Syndicat, suggère à M. Labbé d'inclure dans sa monographie les statistiques sur un secteur en expansion soit celui de la pâte cellulosique.

M. Couturier, de Fortress Cellulose Spécialité inc., soutient que la biomasse ne constitue pas une panacée à la problématique de surplus de copeaux. Il affirme que peu de projets d'utilisation de biomasse ont démarré et que les volumes utilisés demeurent limités.

M. Dumoulin, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, demande si les réductions de volume produit ont été équivalentes en forêt publique et M. Saulnier rappelle que son Syndicat avait produit 650 000 m³ en 2003, mais seulement 100 000 m³ en 2009. Selon ce dernier, les réductions de volume ont été bien moindres en forêt publique. M. Labbé mentionne que ces réductions ont possiblement été moindres en forêt publique.

5. LA PRÉSENTATION DU SYNDICAT

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

Les personnes désignées par la Régie retiennent, de la présentation du Syndicat, les faits saillants suivants :

- ❖ Le territoire du Syndicat couvre 360 municipalités et 31 MRC et il totalise plus d'un million d'hectares. Il résulte de la fusion, en 2005, des plans conjoints des producteurs de bois des régions de Montréal et d'Outaouais-Laurentides;
- ❖ La fusion des plans conjoints, jumelée à la crise forestière, a rendu la tâche des administrateurs très difficile. C'est ainsi que, de 2005 à 2009, les activités du Syndicat ont porté essentiellement sur sa restructuration administrative et financière;
- ❖ Entre 2005 et 2007, trois administrateurs désignés par la Régie se sont succédés;
- ❖ De 2008 à 2009, deux directeurs généraux ont donné leur démission. En août 2009, la direction générale a été prise en charge par le directeur général du Syndicat des producteurs forestiers de Labelle. Ces deux organismes partagent également la même équipe de gestion des ressources humaines;
- ❖ De septembre 2009 à mars 2011, les efforts de la direction ont porté plus spécifiquement sur l'assainissement des finances en réactivant plusieurs dossiers laissés en suspens. Plus de 160 000 \$ ont été récupérés à la suite d'une réclamation de taxes et de loyers ainsi qu'au recouvrement d'un fonds de défense. Deux litiges ont également été réglés;
- ❖ À la suite du repositionnement administratif du Syndicat, celui-ci a graduellement repris, à compter de l'été 2009, l'occupation de sièges au sein de différentes instances régionales en lien avec la forêt privée;
- ❖ Les volumes de bois mis en marché toutes essences et tous produits confondus sont passés de 452 400 m³ en 2005 à 118 800 m³ en 2010. Durant cette même période, les revenus ont chuté de 67 % et les dépenses ont été réduites de 71 %.

Les tableaux 1 et 2 suivants montrent l'évolution de la mise en marché et celle du budget d'opération de 2005 à 2010 :

Tableau 1 : Évolution de la mise en marché de 2005 à 2010 En m³				
Année	Bois à pâte Résineux Feuillus	Bois de sciage et déroulage Résineux Feuillus	Bois de panneaux et autres utilisations Résineux Feuillus	Total Toutes les essences
2005	158 100	201 800	92 500	452 400
2006	151 000	228 400	86 100	465 500
2007	193 900	168 700	37 800	400 400
2008	171 500	72 900	13 400	257 800
2009	37 600	55 300	11 600	104 500
2010	53 100	41 500	24 200	118 800

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

Tableau 2 : Budget d'opération 2005-2010				
Section Plan conjoint				
	2005	2008	2010	Écart
Revenus	636 200 \$	460 900 \$	212 000 \$	- 67 %
Dépenses	744 100 \$	521 800 \$	215 200 \$	- 71 %

- ❖ Les objectifs prioritaires que le Syndicat s'est fixé pour les années 2011 et suivantes consistent à :
 - remettre en place les services d'un conseiller technique de terrain dès que la situation financière le permettra;
 - établir un constat sur la situation du Plan conjoint depuis la fusion et enclencher un processus de réflexion portant sur la ventilation des montants des contributions, l'application de la réglementation, l'entente de services avec le Syndicat des producteurs forestiers de Labelle et la configuration et limites territoriales du Plan conjoint;
 - appliquer, à l'ensemble du territoire, l'uniformisation des frais de mise en marché. Huit contributions différentes étaient en vigueur sur l'ancien territoire de la région de Montréal, alors qu'une seule s'appliquait sur celui de l'Outaouais-Laurentides;
 - diminuer et uniformiser le risque financier des producteurs dans la mise en marché par la mise en place d'outils garantissant le paiement des livraisons dans les cas d'insolvabilité d'acheteurs. Un climat de confiance et de sécurité financière devrait stimuler la production;
 - réactiver le dossier de certification des pratiques forestières et obtenir le financement nécessaire;
- ❖ En conclusion, les membres du conseil d'administration du Syndicat réitèrent leur motivation à défendre les intérêts des producteurs et à assurer une mise en marché ordonnée et efficace malgré la crise forestière et les défis inhérents à la fusion des deux plans conjoints.

6. QUESTIONS ET COMMENTAIRES

M. Saulnier mentionne que tout a été mis en œuvre pour sauver le Syndicat, mais que la reprise escomptée en 2010 ne s'est pas réalisée, ce qui fait en sorte que la santé financière du Syndicat demeure fragile.

M. Lanthier ajoute que plusieurs actions ont été entreprises pour relancer les activités du Syndicat et que le conseil d'administration demeure ouvert à considérer toute piste pouvant permettre au Syndicat d'améliorer son bilan. L'avenir du Syndicat semble reposer sur l'ouverture manifestée par les syndicats limitrophes à l'égard du partage et de la mise en commun de services. Cinq plans conjoints sont considérés dans cette démarche soit ceux de la Mauricie, de Labelle, de l'Estrie, de Gatineau et de Pontiac. Trois régions auraient déjà exprimé un préjugé favorable à une telle démarche.

18 novembre 2011**Rapport d'évaluation périodique**

En réaction à M. McDuff qui souligne qu'en 2010 il demeure un déficit accumulé de 76 000 \$, M. Lanthier affirme que depuis 2011, il n'existe plus de surprises sur le plan financier et que le Syndicat est tout près de faire ses frais. M. McDuff souligne les efforts consentis et la gestion financière serrée visant l'atteinte d'un budget équilibré.

Environ 28 000 propriétaires sont visés par le Plan conjoint. Les intentions de ceux-ci à l'égard de la production de bois sont très variables et reflètent des réalités et des visions très différentes. Au cours des dernières années, le Syndicat a perdu de gros producteurs à la suite de faillites, conséquence de la fermeture de plusieurs usines de transformation. De nombreux efforts devront être consentis pour inciter un plus grand nombre de propriétaires à produire. Un redécoupage plus fonctionnel du territoire du Syndicat contribuerait à atteindre cet objectif.

Par ailleurs, M. Lanthier exprime de sérieux doutes en ce qui a trait à la fabrication d'énergie à partir de la matière ligneuse. Selon lui, les faibles coûts des énergies alternatives constituent un frein à cette avenue.

M. Couturier affirme que la mise en marché du Syndicat a été laborieuse et pire que celle des syndicats limitrophes au cours des dernières années. Les difficultés, reliées à la fusion des deux plans conjoints, ont laissé des séquelles. Cette fusion a été un échec, puisque le Syndicat dispose de très peu de moyens et que surtout, il n'existe plus de conseiller technique de terrain, ce qui mine l'intérêt des producteurs. Toutefois, l'entente de services avec le Syndicat de Labelle a amélioré son propre fonctionnement administratif.

Il ajoute que la viabilité du plan conjoint est très vulnérable, à la suite de la fusion des deux plans conjoints desservant des marchés totalement différents. Il propose un redécoupage du territoire qui favoriserait le regroupement d'entités similaires et permettrait une reconnaissance, un encouragement à une meilleure mise en marché et un rétablissement de la confiance des producteurs. Selon lui, des liens d'affaires avec l'Office des producteurs de bois de la Gatineau et l'Office des producteurs de bois de Pontiac mériteraient d'être considérés au détriment de l'ancien territoire du plan conjoint de Montréal.

M. Couturier conclut qu'il s'attend à un plus grand volume de production du Syndicat, puisque, dans un avenir très prévisible, son organisation requerra plus de 900 000 m³ de bois par année.

M. Desroches mentionne que les deux usines régionales de Jean Riopel inc. utilisent 450 000 m³ de bois résineux par année. La forêt privée fournit une portion importante de cet approvisionnement et il souhaite maintenir de bonnes relations avec le Syndicat. Il affirme que son entreprise offre une grande flexibilité à ses clients et qu'il s'attend à la même chose de ses fournisseurs. Il supporte l'idée d'un redécoupage des limites territoriales du Syndicat permettant de maximiser la production au niveau de l'ancien plan conjoint Outaouais-Laurentides. Celui-ci conclut en faisant part de la préférence de leur entreprise pour la certification des pratiques forestières selon la norme FSC.

7. ANALYSE

La séance publique, tenue le 14 septembre 2011, pour évaluer les interventions du Syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest du Québec dans la mise en marché du produit visé par le Plan conjoint qu'il administre, a permis aux personnes désignées par la Régie d'être informées des activités et du contexte de la récolte et de la mise en marché du bois dans cette

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

région. L'exposé du représentant du MRNF mettant l'accent sur la situation du marché américain pour les produits du bois a démontré l'ampleur des difficultés vécues par ce secteur depuis déjà quelques années.

La reprise économique s'amorce plus lentement que prévu aux États-Unis, principal partenaire commercial du Québec. Les mises en chantier et la consommation domestique de bois d'œuvre ne reprendraient significativement que vers 2012-2013. C'est dans ce contexte que le Syndicat poursuit ses efforts afin de réaliser sa mission de mise en marché collective. Les personnes désignées par la Régie ont bien noté les contraintes économiques vécues par ce secteur. D'ailleurs, l'industrie des pâtes et papiers vit un problème structurel et voit la demande, pour ses produits, continuer de diminuer en Amérique du Nord.

Les personnes désignées par la Régie sont d'avis que les enjeux et les défis découlant de la mise en marché du bois au Québec sont grands et que la responsabilité du développement et de la recherche de nouveaux marchés ne peut incomber à une seule organisation locale. Une concertation élargie avec les industriels du secteur et la Fédération des producteurs de bois du Québec, ainsi que la collaboration avec d'autres syndicats et offices sont des avenues à exploiter. Ainsi, un plus grand nombre d'initiatives sont susceptibles de se manifester pour rencontrer les opportunités régionales et provinciales.

Les personnes désignées par la Régie désirent souligner les efforts et les résultats positifs depuis la fusion des deux plans conjoints en 2005, en ce qui a trait à l'assainissement des finances.

Concernant la structure de mise en marché, il apparaît que le Syndicat aurait tout avantage à poursuivre sa réflexion sur son adaptation aux réalités contemporaines. En effet, le redécoupage du territoire mérite d'être considéré afin de rétablir un lien de confiance avec les producteurs et un sentiment d'appartenance de ceux-ci en plus de constituer un incitatif à produire davantage. La rationalisation des usines et la concentration de la propriété des entreprises, de même que l'émergence de nouveaux marchés, justifient un tel exercice pouvant mener à des réductions de coûts et à des synergies entre plans conjoints. Cet exercice doit recevoir l'appui des producteurs visés par le Plan conjoint.

Par ailleurs, l'accès aux services d'un conseiller technique de terrain constitue pour les propriétaires un service indispensable urgent et déterminant pour favoriser et augmenter le niveau de production de bois.

Les personnes désignées par la Régie constatent que le mémoire présenté par le Syndicat traite abondamment des efforts consentis pour assainir les finances à la suite de la fusion des plans conjoints. Il ne contient, par ailleurs, que très peu d'éléments constituant un plan stratégique quinquennal prévoyant des objectifs, cibles et indicateurs de performance.

8. RECOMMANDATIONS À LA RÉGIE

- ❖ Recommander au Syndicat de poursuivre et de prioriser les démarches initiées avec les plans conjoints voisins (Mauricie, Estrie, Labelle, Gatineau et Pontiac) dans le but d'identifier les synergies possibles et les réductions de coûts associées;

18 novembre 2011

Rapport d'évaluation périodique

- ❖ Recommander au Syndicat d'initier, en collaboration avec la Fédération des producteurs de bois du Québec et l'ensemble des syndicats et offices de producteurs de bois, une réflexion globale sur l'organisation actuelle de la mise en marché des bois de la forêt privée;
- ❖ Demander au Syndicat de préciser ses objectifs, cibles, moyens et indicateurs relatifs à son plan quinquennal 2010-2014 et de faire rapport à la Régie dans un délai de deux mois après la tenue de sa prochaine assemblée générale des producteurs;
- ❖ Recommander au Syndicat de maintenir un service adéquat aux membres et de rétablir, le plus rapidement possible, les services d'un conseiller technique de terrain afin de restaurer la confiance des propriétaires et d'augmenter la production;
- ❖ Recommander au Syndicat de mettre en œuvre, dès que possible, son projet de processus de certification des pratiques forestières afin de saisir les opportunités d'affaires associées.

Louise Cobetto, régisseur

Pierre Côté, consultant